Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 289

Artikel: Fixer les limites
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026675

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Commerce et atome: une histoire triste, mais édifiante

« Peut-on demander à nos autorités de faire acte de courage et de sagesse en résistant à la pression des producteurs d'énergie qui postulent une croissance exponentielle et proposent dans ce but des centrales nucléaires ? » C'est en ces termes que Jean Rossel, vice-président de la Commission fédérale de contrôle de la radioactivité, concluait un texte paru dans « DP » 284. La mise en question était ferme et sans équivoque : le professeur Rossel n'a pas pour habitude de mâcher ses mots au chapitre de l'atome. C'est rare et cela déplaît ; et le lobby de l'atome a le bras long. Qu'on en juge... (Réd.)

Lorsque le professeur Frank se vit confier la chaire de physique, à l'Université de Prague, le doyen lui déclara doucement :
— La seule chose que nous vous demandons est d'avoir une conduite normale...
— Comment ? répondit Frank, est-ce tellement rare pour un physicien ?
— Oh ! répliqua le doyen, vous n'allez tout de même pas me dire que votre prédécesseur était un homme normal ?...
(Le prédécesseur en question avait été prénommé Albert par son papa. Et le nom du papa était Einstein.)
Cela se passait en 1912 et sert d'introduction à une histoire triste. Ecoutez.
Le professeur Jean Rossel est directeur de l'Institut de physique de l'Université de Neuchâtel. Il n'a pas une conduite normale : il se méfie des centrales électronucléaires et de la politique qui tourne autour. Au lieu de s'occuper de ses choux et de ses protons, comme tout homme normal, M. Rossel prend, voyez-vous ça, des positions. Il écrit. Il parle. Il dit qu'il n'est pas d'accord.
Comme c'est fâcheux !
M. Rossel était membre de la commission fédérale de contrôle de la radioactivité. Il était. Il ne l'est plus. Il était même vice-président. Et d'accord de continuer.
Mais il a été, en quelque sorte, démissionné. Oh ! tout s'est passé très régulièrement. N'allez pas croire qu'il a été chassé à coups de bottes. Non, non, une lettre, deux lettres. Mandat pas renouvelé. Rien à redire. Coincé. Alles in ordnung.
Et voilà, c'est tout. Ou presque.
Ajoutons encore, en passant, que la commission fédérale pour le contrôle de la radioactivité (KUER) n'a pas le droit — c'est dans la loi — d'aller traîner ses savates et ses compteurs dans les centrales nucléaires sans frapper très, très, très poliment, à la porte.
C'est comme ça.
Au fond, ce n'est pas une histoire triste (et vraie) que je vous raconte. C'est une histoire dégueulasse.
Et M. Willi Ritschard ferait bien d'aller mettre son nez dedans. Et d'empoigner un balai. Rapidement.

Gil Stauffer

PS : un balai ou une pince à crabes...

Fixer les limites

En tout état de cause, c'est l'absence d'une politique globale de l'énergie qui favorise l'arrogance du lobby de l'atome. En Suisse et ailleurs du reste. Et pourtant, s'il faudra certainement attendre avant que la commission fédérale *ad hoc* rende son rapport, les autorités gouvernementales ont déjà, aujourd'hui, sous la main des études qui leur permettraient de remettre l'église au milieu du village en matière d'énergie. Témoin le rapport Kneschaurek (« Rapport final sur les perspectives d'évolution de l'économie suisse » jusqu'en l'an 2000 ») qui souligne, au chapitre du « problème énergétique » :
« Les possibilités de remplacer le pétrole par d'autres agents énergétiques ne sont pas illimitées. L'exécution du « grand programme d'approvisionnement en gaz naturel » et la construction de quelque 12 centrales nucléaires jusqu'en l'an 2000 ne ramèneraient que de 80 % actuellement à environ 65 % la part du pétrole dans la consommation globale d'énergie ! D'où la nécessité impérieuse de faire un *usage parcimonieux* des sources d'énergie qui nous sont accessibles ou, plus précisément, de réduire le taux de progression (!) de la consommation d'énergie. (...)
» Signalons d'abord que le degré d'efficacité dans les domaines de la production et de l'utilisation d'énergie est encore fréquemment très faible. De notables économies sont réalisables sans que le rendement de la production et les prestations aux consommateurs s'en ressentent.
» Secondement, il existe encore de très nombreux moyens de recourir, dans le secteur énergétique, à de nouvelles *technologies respectueuses de l'environnement et ménageant les ressources naturelles.*
» Précisons en troisième lieu que notre société d'abondance entraîne aussi des gaspillages inévitables d'énergie. La limitation de la consommation inutile d'énergie n'est préjudiciable ni au bien-être de la population ni au développement économique.
» Quatrièmement, on ne tire pas suffisamment parti des *possibilités de réemploi et de recyclage de l'énergie.*
» Observons enfin que l'instauration de systèmes de production, de distribution et d'utilisation qui permettent d'économiser l'énergie offre encore maintes perspectives qui pourraient être exploitées.
» La croissance ultérieure de notre économie ne dépend donc pas nécessairement d'un développement correspondant ou plus prononcé de l'économie énergétique ! (...)